



Les retraité·es de l'Eure mobilisé·es pour leurs revendications et le progrès social

Communiqué de presse

L'exigence de politiques publiques ambitieuses est plus que jamais d'actualité : pouvoir d'achat, santé, services publics. Ces questions sont les premières préoccupations de la population et notamment des retraité·es.

Face à l'urgence, les neuf organisations de retraité·es font de cette quinzaine d'octobre une campagne de sensibilisation sur les problèmes d'accès aux soins autour des difficultés pratiques, géographiques et financières pour accéder aux services de soins et de santé ; initiative qui s'inscrit toutefois dans la durée.

Défendre notre sécurité sociale est dans ce contexte une nécessité si nous voulons pouvoir nous soigner. Cette initiative s'inscrit dans la préparation du Projet de Loi de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2025 qui voit les annonces de restrictions budgétaires provoquer bien des inquiétudes.

Nos mobilisations pour la santé s'imposent devant un bilan qui montre une réalité bien cruelle : soit, entre autres, 1 510 suppressions de postes d'internes dans les hôpitaux. Face à ces pénuries, ce ne sont que des solutions plus bancales les unes que les autres que l'on nous propose : télémedecine, pharmacie en supermarché, etc.

Tout ne serait-il fait que pour mieux provoquer l'effondrement de notre système de santé et briser la sécurité sociale ?

L'Eure en matière de démographie et d'offre médicale montre un département défavorisé. Dans ce contexte, les mobilisations pour l'accès aux soins sont étroitement liées à la question du pouvoir d'achat. La santé coûte cher (actes médicaux, dépassements d'honoraires, déremboursements, complémentaires santé...) d'où des renoncements à se soigner en constante augmentation.

Or, répétons-le, la perte de pouvoir d'achat des retraité·es depuis 2017 est réelle : entre une inflation de 19,5% et les revalorisations de 13,6%, elle

s'établit à 5,9%, et la somme des pertes pendant les 90 mois de la période est de 3 mois de pension, 4,5 pour les retraité.es ayant subi l'augmentation de la CSG.

Parallèlement il n'a pas été daigné répondre à nos revendications : rien sur les 10% d'augmentation des pensions, peu sur le logement et les services publics, et pas grand-chose sur la santé. Pire il a été confirmé que 2024 serait une année blanche et, comme si cela ne suffisait pas, les pensions ne seront revalorisées qu'à compter du 1^{er} juillet 2025 au lieu du 1^{er} janvier. Comme sont envisagées plusieurs mesures de remise en cause à l'accès aux soins dont l'augmentation du « ticket-modérateur » amenant les complémentaires santé à augmenter les cotisations, particulièrement élevées pour les retraité.es.

Rien ne répond aux exigences sociales, ni aux besoins de 17 millions de retraité.es en France. Ceci est d'autant inacceptable que l'on tergiverse pour augmenter l'imposition des grandes entreprises comme celles des plus gosses fortunes et l'on refuse toujours de revenir sur les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent chaque année 70 milliards aux budgets publics, ne servent pas l'emploi, grèvent les budgets de la Sécu, sont des recettes en moins pour les caisses de retraite...

Face à un tel mépris, nous avons décidé de communiquer et de réagir en poursuivant les mobilisations pour exiger du gouvernement qu'il revalorise les pensions au 1^{er} janvier 2025 à hauteur de l'inflation dans un premier temps et s'engage pour le rattrapage des pertes subies, qu'il redonne à l'hôpital les moyens nécessaires aux besoins de soins, qu'il remette notre système de santé en situation de répondre à sa mission au service et bien-être de l'humain.

Évreux, le 09 octobre 2024